

Février 2019 NEWSLETTER **en** CHIFFRES

46 pays classés dans notre Atlas de la contraception
Plus de 20 apparitions dans les médias en
Pologne

6 parlementaires au lancement de l'Atlas de la
contraception 2019

Actualités

ACTUALITÉS EPF

Le Comité exécutif de l'EPF se réunit à Bruxelles



BRUXELLES, 11 février – Notre nouveau Comité exécutif s'est réuni à Bruxelles pour sa première réunion officielle, pendant laquelle les membres ont discuté du contexte, des origines et des activités de l'EPF.

Ce fut une journée fructueuse lors de laquelle les membres ont pu passer en revue les initiatives précédentes, actuelles et futures du forum. Ils ont également pu discuter des activités récentes, des plans proposés pour les conférences de cette année, des voyages d'étude et autres événements, de nos dernières recherches sur les droits sexuels et reproductifs en Europe, des mouvements anti-droits sexuels et génésiques, et de l'aide au développement pour la RMNCAH.

La Présidente de l'EPF, l'honorable Petra De Sutter (parlementaire, Belgique), et l'une des deux Vice-Présidentes, l'honorable Petra Bayr (parlementaire, Autriche), ainsi que des membres du Comité exécutif étaient présents : l'honorable Dovilė Šakalienė (parlementaire, Lituanie), l'honorable Ulla Sandbaek (parlementaire, Danemark), l'honorable Alice Mary Higgins (parlementaire, Irlande), l'honorable Florian Dorel Bodog (parlementaire, Roumanie), l'honorable Hedi Nordby Lunde, (parlementaire, Norvège) et l'honorable Hanna Sarkkinen (parlementaire, Finlande), virtuellement présente.

Six parlementaires s'expriment lors du lancement de l'Atlas de la contraception au Parlement européen



BRUXELLES, 6 février – Notre rapport annuel, l'[Atlas de la contraception](#), une carte évaluant 46 pays de l'Europe géographique au niveau de l'accès à la contraception moderne, a lancé sa troisième édition au Parlement européen et démontre à nouveau une situation très inégale en Europe.

Dans l'assemblée se trouvaient quatre parlementaires : l'hôte de l'événement, l'honorable Ernest Urtasun (Espagne/Verts), l'honorable Julie Ward (Royaume-Uni/Socialistes) et deux [parlementaires pour les droits sexuels et génésiques](#), l'honorable Norbert Neuser (Allemagne/Socialistes) et l'honorable Jean Lambert (Royaume-Uni/Verts). Deux parlementaires nationaux étaient également invités : la Présidente de l'EPF et sénatrice belge Petra De Sutter, qui fait également partie du Groupe d'experts de l'Atlas de la contraception, et l'honorable Hanna Sarkkinen (parlementaire, Finlande).

Au total, une cinquantaine de personnes étaient présentes pour le lancement, dont des représentants des organisations de SDSR YouAct, IPPF, Sensoa et l'Alliance européenne des femmes (EWA).

L'événement comprenait une discussion collective sur les résultats de l'Atlas de la contraception ainsi qu'un questionnaire interactif dans lequel les participants ont partagé anonymement leurs propres expériences concernant l'obtention d'informations et de ressources sur la contraception lors de leur enfance dans leur pays d'origine. Ils ont également dû répondre à quelques questions surprenantes liées à l'utilisation des contraceptifs aujourd'hui en Europe.

[Pour voir l'album photo complet de notre lancement, cliquez ici](#)

[Communiqués de presse ici](#)

[Découvrez-en davantage sur l'Atlas de la contraception ici](#)

« La contraception n'est pas un luxe », écrit la Présidente de l'EPF dans la tribune libre à propos de l'Atlas de la contraception 2019



BELGIQUE, 8 février – La sénatrice belge, l'honorable Petra De Sutter, qui est également professeure d'obstétrique et de gynécologie à l'Université de Gand et l'actuelle Présidente de l'EPF, a écrit une tribune libre dans le journal belge *De Standaard* sur notre [Atlas de la contraception](#) lancé récemment et sur ce que cela signifie pour l'Europe.

Le rapport visuel qui classe 46 pays européens en fonction de leur accès aux contraceptifs ainsi qu'aux ressources en ligne, à l'éducation et au conseil qui y sont liés, vient de lancer sa troisième édition ce mois-ci et fait déjà des vagues sur les réseaux sociaux, en particulier parmi les citoyens de Pologne, le pays ayant obtenu le score le plus bas cette année.

Dans cet article, l'honorable Petra De Sutter salue le score élevé de la Belgique, le pays partageant la 1^{re} place avec la France. « En Belgique, le nombre d'avortements et de grossesses chez les adolescentes est parmi les plus bas en Europe », précise-t-elle. « Ces chiffres ne tombent pas du ciel. Grâce aux mesures de remboursement, dont le remboursement de la contraception pour les jeunes et un accès à une information (en ligne) de qualité, notre pays occupe la première place. »

Dans l'ensemble, Petra De Sutter souligne que les contraceptifs ne doivent pas être considérés comme un produit de luxe et que l'accès à la contraception moderne est un droit fondamental de l'homme afin de contrôler son plan de fertilité et sa planification familiale.

[Lisez ici l'article dans son intégralité en néerlandais](#)

Les médias polonais réagissent vivement face à leur dernière place dans le classement de l'Atlas de la contraception



POLOGNE, 18 février – L'Atlas de la contraception 2019 a fait la une des journaux dans plusieurs pays, y compris en [Belgique](#), au [Portugal](#), en [Espagne](#) et au [Royaume-Uni](#). Cependant, c'est la Pologne, le pays ayant obtenu le score le plus bas cette année, qui a réagi le plus vivement à nos conclusions.

Plus de 20 plateformes médiatiques polonaises, de la principale chaîne de télévision indépendante du pays [TVN 24](#), aux éditions nationales de magazines de style de vie [Glamour](#) et [Elle](#), en passant par la publication dédiée aux expatriés [Krakow Post](#): dans les deux semaines qui ont suivi le lancement, les résultats ont été diffusés dans tous les médias polonais.

Le parti politique libéral polonais *Razem* est même allé jusqu'à [distribuer des préservatifs dans la rue](#), ainsi que des tracts sur les conclusions de l'Atlas. Espérons que la déception du pays se traduise par des progrès politiques dans les mois à venir afin que les femmes polonaises bénéficient de choix et de soins en matière de planification familiale, qui rivaliseront avec ceux de leurs voisines européennes.

Événement FEPS à Madrid – Le Secrétaire de l'EPF participe à une table ronde



MADRID 21-22 février – La Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), ainsi que la Friedrich-Ebert-Stiftung Madrid, la Fundación Pablo Iglesias et la Fundación Rafael Campalans ont organisé un événement dans la capitale espagnole où le secrétaire de l'EPF, Neil Datta, a pris la parole au cours d'une table ronde intitulée : « Le féminisme comme barrage à l'autoritarisme ».

L'événement a abordé la façon dont nous envisageons les droits des personnes et leurs relations mutuelles, ainsi que la façon dont ces droits se traduisent en réponses aux grandes tendances politiques et sociales de notre époque. Les débats ont été suivis d'un discours prononcé par l'honorable Carmen Calvo, Vice-Présidente du gouvernement espagnol.

L'événement s'inscrivait dans le cadre de l'initiative de la FEPS « Call to Europe » qui, depuis 8 ans, se consacre à faire entendre une « voix progressiste » au sein des institutions européennes sur les sujets les plus importants de notre époque. La FEPS explique : « *L'objectif est de renforcer le lien entre le débat européen et les spécificités des débats nationaux, en veillant à ce que le dialogue avec les citoyens devienne véritablement multidimensionnel et ainsi, profondément enrichissant.* »

[Cliquez ici pour regarder le débat en entier](#)

Événement de l'Intergroupe LGBTI du PE sur la montée de l'ultraconservatisme européen



BRUXELLES, 27 février – L'intergroupe du Parlement européen sur les droits des LGBTI a organisé un événement présidé par l'honorable Terry Reintke (parlementaire, Allemagne/Verts) et l'honorable Malin Bjork (parlementaire, Norvège/Verts). Outre les interventions des parlementaires accueillant l'événement, la session comprenait des discours de l'honorable Julie Ward (parlementaire, Royaume-Uni/S&D), Urszula Kuczyńska, organisatrice de *Czarny*, la manifestation (noire) en Pologne, Katrin Hugendubel d'ILGA Europe, et Neil Datta, secrétaire de l'EPF.

Le secrétaire de l'EPF a discuté de la nouvelle unité et de la nouvelle infrastructure des penseurs anti-choix, anti-LGBTI et anti-féministes au Parlement européen, comme détaillé dans le rapport de l'année dernière : [« Restaurer l'ordre naturel » : La vision des extrémistes religieux pour mobiliser les sociétés européennes contre les droits humains en matière de sexualité et de reproduction.](#)

Dans l'ensemble, l'événement s'est concentré sur les obstacles actuels aux droits et libertés sociales des personnes LGBTI en Europe, dont la récente montée des mouvements ultraconservateurs, et même le changement potentiel vers la droite que la sortie imminente du Royaume-Uni de l'UE pourrait provoquer au Parlement européen. La menace de la « radicalisation », qui attire

de plus en plus de jeunes vers des systèmes de croyances néfastes, a été comparée à celle de l'extrémisme islamiste, et tous les orateurs ont convenu que cette menace idéologique devait être prise au sérieux afin d'empêcher le recul des libertés sociales déjà acquises.

ACTUALITÉS APPG

APPG catalan : L'Atlas de la contraception présenté à Barcelone



BARCELONE, 22 FÉVRIER – L'APPG catalan, l'Intergroupe de la santé sexuelle et reproductive pour les jeunes, a tenu une réunion au Parlement régional présidée par l'honorable parlementaire Marta Ribas Frías (Espagne, Catalogne), où l'EPF a présenté l'[Atlas de la contraception](#) 2019.

Après un discours d'ouverture de l'honorable Ribas Frías et la présentation de l'Atlas de la contraception par Marina Davidashvili, la responsable principale du service politique de l'EPF, la réunion s'est poursuivie avec des présentations des YFHS (Youth Friendly Health Services), du Conseil national de Catalogne, de l'Association des étudiants catalans de santé sexuelle et reproductive, et du CIJAS (Centre for Young People's awareness of Sexualities), qui ont tous discuté de la nécessité de considérer les besoins des jeunes quand il est question de services de santé sexuelle et reproductive, confirmant le message essentiel de l'Atlas de la contraception.

APPG belge : Visite du secrétariat de l'EPF



ANVERS, 12 février – L'APPG belge, Sensoa, a organisé une visite dans ses bureaux pour que le secrétariat de l'EPF puisse explorer divers éléments de problèmes liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs dans le pays, en particulier les défis juridiques et sociaux de la communauté polyamoureuse et l'éducation sexuelle dans les écoles.

L'EPF a ensuite profité de l'occasion pour présenter l'[Atlas de la contraception](#) 2019, lancé récemment. Bien que la Belgique ait obtenu la meilleure note conjointement avec la France, elle a encore quelques défis à relever. À la suite de la présentation ont été abordées des lacunes propres au pays, telles que le coût de la contraception pour les personnes âgées de plus de 21 ans.

La journée a également été l'occasion de se pencher sur les prochaines élections au Parlement européen et d'examiner comment promouvoir des candidats favorables à la SDSR, ainsi que de catégoriser la délégation nouvellement élue après l'élection afin de déterminer quels seront les alliés et collaborateurs potentiels.